

Forum : Forum citoyen sur la gouvernance

2026

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom du Citoyen : Gabriel BAILLEUL

Situation familiale ● Marié/en couple ○ Célibataire ● Avec enfants, si oui combien : 3	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Jean-Baptiste Kasongo, j'ai 55 ans. Je suis marié, j'ai trois enfants et j'ai suivi des études universitaires en géologie et gestion des mines. Depuis plus de vingt ans, j'exerce les fonctions de responsable de la prospection pour la Gécamines, dans la province du Haut-Katanga, en République Démocratique du Congo. Mon travail consiste à chercher et évaluer les gisements de cuivre et de cobalt. Par conséquent, je me trouve directement au cœur de l'industrie minière congolaise, qui fournit une part importante des métaux nécessaires à la transition énergétique mondiale.

Avec mon expérience dans ce cadre professionnel, la question de la gouvernance est loin d'être un sujet sans importance pour moi. La RDC possède plus de 60 % des réserves mondiales de cobalt. C'est une force considérable, mais cela attire aussi de nombreuses convoitises de la part de multinationales et d'acteurs internationaux. C'est pourquoi je considère qu'une gestion trop horizontale ou excessivement décentralisée, s'appuyant sur de multiples petits comités locaux, n'est pas adaptée. Cela risquerait de paralyser le pays et de créer l'instabilité dans un secteur aussi stratégique.

Dans ma vie quotidienne, je vis à Lubumbashi avec mon épouse et nos enfants. Mon salaire me permet de subvenir aux besoins de ma famille et de financer les études de mes enfants. Toutefois, à l'instar de nombreux citoyens travaillant dans les mines, je crains qu'un affaiblissement rapide de l'autorité de l'État ne compromette notre avenir. Si l'administration centrale perd le contrôle, ce sont directement nos conditions de vie et notre sécurité qui se trouvent menacées.

Ce que j'observe sur le terrain me confirme chaque jour que l'absence d'une forte autorité de l'État favorise l'installation du désordre. Dès que les consignes du gouvernement ne sont plus appliquées rigoureusement, on constate l'apparition de l'exploitation minière illégale, la présence de réseaux clandestins, ainsi qu'une détérioration de l'environnement sans qu'aucune autorité ne puisse intervenir efficacement. Si on laisse faire, les richesses du pays profitent à des intérêts particuliers au lieu d'aider la population.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que je suis convaincu qu'on ne peut administrer un pays vaste comme la RDC en se reposant uniquement sur des principes de partage horizontal du pouvoir ou sur des discussions interminables. Pour protéger nos ressources, faire fonctionner nos industries et garantir un minimum de sécurité, il est indispensable de s'appuyer sur un État solide, bien structuré, qui exerce son autorité et se fait respecter.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon niveau, en tant que citoyen actif dans le secteur minier, j'estime qu'il ne faut pas importer des modèles de gouvernance inadaptés qui ne correspondent ni à nos réalités industrielles ni à nos impératifs de sécurité. Ce dont notre pays a besoin, c'est de rétablir l'ordre et de doter l'État des moyens d'agir.

En premier lieu, le pouvoir central doit conserver la maîtrise des décisions majeures. Tout ce qui concerne l'exploitation des mines, l'énergie et la sécurité nationale ne peut pas être divisé entre de multiples régions. L'État doit garder le contrôle afin de négocier fermement avec les grandes entreprises internationales et de maintenir une vision d'ensemble.

Ensuite, disposer d'un État fort ne signifie pas tolérer l'arbitraire, bien au contraire : le gouvernement doit donner l'exemple. Je propose d'instaurer des contrôles réguliers et rigoureux au sein de l'administration et sur l'ensemble des sites miniers. Il est nécessaire de lutter sévèrement contre la corruption, d'assurer une traçabilité précise des volumes extraits et d'appliquer strictement le code minier.

Cependant, centraliser les décisions ne signifie pas ignorer les réalités locales. L'État doit veiller à maintenir un dialogue constant avec les provinces. Par exemple, les difficultés rencontrées sur le terrain dans le Haut-Katanga doivent pouvoir être transmises de manière organisée jusqu'aux ministères à Kinshasa pour orienter l'action publique. Le dialogue est nécessaire, mais la décision finale doit appartenir aux institutions nationales pour éviter tout blocage.

Je souhaite également mentionner le rôle des pays industrialisés du Nord : s'il est légitime qu'ils profitent de nos minerais pour leur transition énergétique, ils cherchent trop souvent à imposer leur vision de la gouvernance locale. S'ils souhaitent réellement contribuer, qu'ils nous apportent un appui technique et financier en faveur de la transparence, tout en respectant la souveraineté de l'État congolais.

Pour résumer, l'avenir de notre société ne passera pas par une dilution excessive du pouvoir, mais par la consolidation d'un État ordonné, doté de règles claires et d'un gouvernement responsable qui défend l'intérêt général.